Jordanie. La réforme de l'enseignement supérieur : naissance d'un dialogue

Études de cas

Francis Steier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ries/1269>

DOI : 10.4000/ries.1269

ISSN : 2261-4265

Éditeur

France Education international

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 57-59

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Francis Steier, « Jordanie. La réforme de l'enseignement supérieur : naissance d'un dialogue », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 40 | décembre 2005, mis en ligne le 10 avril 2012, consulté le 07 juillet 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/1269> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.1269>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2021.

© Tous droits réservés

Jordanie. La réforme de l'enseignement supérieur : naissance d'un dialogue

Études de cas

Francis Steier

- 1 En 1996, le gouvernement jordanien fit appel à la Banque mondiale pour l'appuyer dans la conception et la mise en œuvre de réformes de son système d'enseignement supérieur. Les trois objectifs recherchés étaient l'amélioration de la qualité de l'enseignement, l'amélioration de la pertinence économique des enseignements dispensés et la rationalisation de l'usage des ressources publiques
- 2 Cet exemple est celui d'un projet de réforme mené par trois acteurs : le Gouvernement, les universités publiques et un bailleur de fonds international. Il illustre l'adaptation mutuelle des politiques éducatives aux transformations de la société et l'effet catalytique de la préparation d'un projet avec un acteur étranger.

Diagnostic

- 3 Les réformes aux niveaux primaire et secondaire, commencées à la fin des années 1980, s'étaient traduites quelques années plus tard par un enseignement de base quasi universel et un taux d'inscription de 70 % au niveau secondaire. Le taux de croissance démographique élevé avait contribué à une très forte demande de places en enseignement supérieur et à une expansion rapide du système. En 1999, près de 23 % de la classe d'âge 20-24 ans étaient inscrits dans le supérieur, représentant près de 110 000 étudiants (dont la moitié de femmes). Les deux tiers des étudiants étaient dans le système public, composé de sept universités ; mais la forte demande globale avait également résulté en une très rapide expansion de l'enseignement supérieur privé – de 1 300 étudiants en 1991 à plus de 35 000 en 1999.

- 4 L'enseignement supérieur présentait des insuffisances qualitatives, reflétées par des laboratoires vétustes, des technologies de l'information quasi-inexistantes, une carence de mécanismes d'évaluation et d'accréditation de l'enseignement supérieur privé, ainsi que des programmes doctorants insuffisants, souvent mal organisés car concurrents et chers pour un petit pays.
- 5 La pertinence économique faible, enfin, pouvait être considérée comme faible : curricula trop théoriques, programmes des enseignements supérieurs technologiques courts (*community colleges*) beaucoup plus adaptés à des universités qu'à des cycles technologiques courts, et très forts taux de chômage des diplômés de ces cycles. Une réforme des *community colleges* s'imposait : ils étaient trop nombreux, parfois trop petits, et les curricula étaient inadaptés aux réalités économiques et au monde du travail.
- 6 Les financements insuffisants et mécanismes de financement se révélaient inadéquats (allocations de ressources entre les universités publiques déterminées souvent par une « politique de guichet » –, pratiques budgétaires archaïques, ...) et les pratiques de gestion et de gouvernance inadaptées (capacité analytique insuffisante, institutions de gouvernance aux pouvoirs diffus, non responsabilité des universités publiques, méthodes de gestion du personnel archaïques) ;
- 7 Dans la région Moyen Orient et Afrique du Nord, l'enseignement supérieur jordanien se distinguait par l'importance de son secteur privé, tant au niveau de l'offre que du financement. En effet, même dans les universités publiques, des frais de scolarité assez élevés permettaient de recouvrir près de 25 % des coûts récurrents.

Une stratégie en trois étapes du gouvernement

- 8 En 1997 fut décidée la création d'une université technologique publique pour regrouper tous les *community colleges* (cycles post-secondaires de deux ans) avec une école d'ingénieurs de quatre ans (université *Al-Balqa*).
- 9 En 1998, le Parlement approuva une loi stipulant entre autres l'abolition du ministère de l'Enseignement supérieur et le renforcement du Haut Conseil de l'enseignement supérieur ; la création d'un Haut conseil de l'accréditation de l'enseignement supérieur, pour établissements publics et privés ; la création de conseils d'administration pour toutes les universités publiques, avec une participation de représentants du monde économique ; la création d'un Secrétariat de l'enseignement supérieur pour appuyer la gestion des politiques des deux Hauts conseils.
- 10 En 1997-1998, une étude sectorielle fut lancée ainsi que la préparation d'un projet avec la Banque mondiale. Pour aider à la modernisation du secteur, le gouvernement s'engagea en 2000 à réaliser sur sept ans un projet de 66 millions de dollars US (financé en partie par un prêt de 35 millions de dollars de la Banque), et comportant notamment les composantes suivantes :
 - infrastructure technologique, systèmes MIS ;
 - fonds de développement de l'enseignement supérieur, servant à l'allocation, par un procédé transparent et compétitif, des investissements publics en de nouveaux programmes universitaires ;
 - soutien aux capacités nationales et universitaires de planifier et gérer l'ensemble du système ;

- soutien à la rationalisation des *community colleges* et à la modernisation de l'université technologique *Al-Balqa'*.
- 11 Ces deux dernières composantes de la stratégie gouvernementale – étude sectorielle et préparation de projet – introduisirent un élément étranger au corps social jordanien dans la réflexion sur les problématiques rencontrées et la consultation sur les solutions offertes. Il est à noter en effet que, dans les deux cas, aucune des « parties prenantes » d'un système d'enseignement supérieur (étudiants, enseignants, employeurs, parents) n'était formellement représentée. C'est ainsi que plusieurs aspects de cette préparation ont constitué, par leur caractère innovant, un bouleversement dans certains modes de pensée et habitudes de fonctionnement, les oppositions étant surmontées par itérations successives de dialogues et négociations comme :
- la création d'un comité de préparation du projet : chacune des sept universités publiques était représentée par un de ses vice-présidents, ce qui eut pour résultat une collaboration accrue entre ces universités et une réflexion commune à la résolution de problèmes nationaux ;
 - la participation à part entière de l'université *Al-Balqa'* dans ce processus ; ce fait mérite d'être souligné car en Jordanie comme dans la plupart des pays du monde, les enseignements supérieurs technologiques courts étaient considérés par la plupart des responsables politiques et universitaires comme « de seconde zone » ; la participation d'*Al-Balqa'* à la table des négociations comme université à part entière était une première dans le pays ;
 - la participation systématique de responsables universitaires à des séminaires de formation, en Jordanie même ou à l'étranger, sur des sujets nouveaux (planification stratégique, principes d'allocation interuniversitaire des ressources par exemple) ;
 - l'accent mis sur la formation et l'évaluation des enseignants ; cette dernière était au début très inégalement appréciée par les universités ;
 - l'élaboration d'une formule transparente d'allocation des ressources récurrentes publiques entre les sept universités, dont le principe même fut au début vivement contesté par certaines universités et dont les modalités d'application, une fois le principe acquis, notamment sous l'impulsion du gouvernement, firent l'objet de vifs débats techniques entre universités ;
 - la création d'un Fonds compétitif pour l'allocation de ressources d'investissement en des programmes nouveaux ; l'élaboration (particulièrement ardue) du *Manuel de procédures* de ce fonds, décrivant les critères d'éligibilité et d'attribution,
 - l'évaluation sociale enfin du projet, c'est-à-dire une consultation systématique des parties prenantes (étudiants, parents d'élèves, professeurs, représentants du monde économique) par sondages et entretiens (une seule des sept universités en a accepté le principe, alors que l'exercice était financièrement pris en charge par la Banque mondiale et son exécution proposée en partenariat avec un institut de recherche jordanien).
- 12 La mise en œuvre du projet n'étant pas encore achevée, il est prématuré d'en dresser un bilan complet. Dans quelques années, il sera opportun de s'interroger sur la réalisation des éléments de réforme ayant donné le plus lieu à discussions lors de la préparation : allocation des ressources récurrentes selon une formule transparente ; fonds compétitif pour investissements ; développement de l'université *Al-Balqa'*.

INDEX

Index géographique : Jordanie

AUTEUR

FRANCIS STEIER

Directeur du département de l'éducation, CIEP.